

n°72

Avril 2013

Le Chêne

MAGAZINE DU MOUVEMENT NATIONAL RÉPUBLICAIN



5 €

Changer les hommes pas les lois



Le Palais de l'Élysée, siège du pouvoir

p. 3



Quand le mondialisme passe, l'emploi trépassse

p. 4



NON ! Monsieur le Président de la République

p. 5

La crise du politique est totale, l'affaire Cahuzac vient de le démontrer de façon spectaculaire. Le pouvoir est indigne, corrompu, cynique et il se moque des Français. Lorsqu'un ministre du Budget, qui inflige la rigueur, augmente les impôts et multiplie les sacrifices imposés aux Français, se permet dans le même temps de frauder le fisc, de bafouer la loi pour s'enrichir personnellement et de mentir effrontément à la terre entière, on atteint le summum de la dégénérescence morale.

Mais la crise du politique ne s'arrête pas là. Car l'essentiel est l'impuissance totale dans laquelle se sont placés nos dirigeants. Impuissance à enrayer le chômage, la perte du pouvoir d'achat, la désindustrialisation, l'insécurité, l'islamisation, bref, l'impuissance à empêcher la décadence de la France.

La crise du politique peut se définir d'une formule lapidaire : nos politiciens ne servent à rien mais ils servent au passage. C'est pourquoi la prétendue riposte de Hollande annonçant de nouvelles mesures pour moraliser la vie politique est dérisoire et s'apparente à une nouvelle tromperie. Il y a déjà eu des dizaines de lois de ce type et cela n'a évidemment rien changé. Qui peut croire que la publication du patrimoine des élus ou la menace d'inéligibilité des fautifs aurait pu empêcher M. Cahuzac de commettre ses forfaits et de mentir comme il l'a fait.

Ce n'est pas l'accumulation de lois et de règlements, plus difficiles à mettre en œuvre les uns que les autres, qui peut rendre les hommes vertueux. Car les vrais responsables, ce sont ces partis politiques du système qui se révèlent incapables de sélectionner des hommes intègres et assurent délibérément et en toute connaissance de cause la promotion de personnages douteux comme ce fut le cas pour M. Strauss-Kahn.

Mais d'ailleurs comment en serait-il autrement ? Ces partis ne sont plus porteurs d'idéal. Ils n'incarnent plus des valeurs élevées ni le service de la communauté. Il n'est pas étonnant qu'ils attirent des carriéristes et des arrivistes cyniques et prêts à tout pour des postes et des prébendes.

C'est pourquoi la moralisation de la vie politique ne se fera que si l'on change la classe politique dans son ensemble. Il faut un grand renouveau, non seulement au regard de la morale mais par rapport à l'action au sens noble du terme. Car la politique n'est légitime que si elle conduit à changer la réalité, que si elle est assez puissante pour inverser les évolutions néfastes et ouvrir à notre peuple un avenir, des perspectives et un espoir.

Voilà pourquoi notre démarche et notre positionnement sont plus légitimes que jamais.

Bruno Mégret

Communiqué du MNR du 7 février 2013 **Salle de consommation de drogue : toujours plus de laxisme**

Les services du premier ministre ont indiqué le 5 février que le feu vert était donné pour tenter d'expérimenter une salle de consommation de drogue à Paris. Ainsi, au lieu de pouchasser sans faiblesse les trafiquants de drogue à tous les niveaux, le pouvoir préfère favoriser leur consommation, en laissant entendre qu'elle peut être sans danger. En réalité, il faudrait mettre en place une politique d'information systématique sur le danger des drogues pour la santé, au lieu de laisser croire, comme une certaine gauche, qu'elles peuvent être inoffensives.

Avec le MNR, demandons la répression sans faiblesse des trafics de drogue, et une politique active d'information sur les dangers de leur consommation.

Communiqué du MNR du 26 février 2013 **Un imam dans la promotion 2013 de la légion d'honneur : la trahison continue**

Dans la promotion du 1er janvier 2013 de la légion d'honneur, pour le grade de chevalier, on note le nom de "M. Oubrou (Tareq), recteur d'une mosquée ; 32 ans de services".

Sur le site de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, on lit que "La Légion d'honneur est la plus haute décoration française. Elle récompense, en un grand

brassage national, les mérites acquis par les citoyens, en dehors de toute considération sociale ou héréditaire et ce, dans tous les secteurs d'activité du pays".

Voici un extrait des déclarations qu'il a faites à la suite des tueries de Montauban et Toulouse par Mohammed Merah : "Quand on parle des valeurs morales et éthiques, je ne pense pas que l'Occident soit plus évolué. Il faut éviter la confusion dans la sémantique. D'abord, l'islam n'est pas une civilisation, c'est une religion. Et la religion musulmane fait partie de la civilisation occidentale. Certains politiques semblent en être restés au Moyen Age". (interview dans Libération)

Comment, dans ces conditions, justifier sa présence dans la dernière promotion de la Légion d'honneur ?

Avec le MNR, luttons sans relâche contre l'islamisation de notre pays.

4 mars 2013 **Amnistie sociale : les «sages» excusent la casse !**

Le 27 février 2013, le Sénat a adopté une proposition de loi communiste d'amnistie des délits et sanctions pour des faits commis lors de mouvements sociaux. Elle s'applique aux faits commis à l'occasion de conflits du travail, d'activités syndicales de salariés et d'agents publics, y compris lors de manifestations.

Le texte doit encore être examiné par l'Assemblée Nationale, mais il constitue d'ores et déjà un signal désastreux envoyé aux fauteurs de troubles qui entravent le fonctionnement normal des activités économiques.

Avec le MNR, luttons contre l'impunité accordée aux délinquants, quels qu'ils soient.

20 mars 2013 **Traçabilité de la viande : et le halal ?**

À propos du scandale des produits à base de viande de bœuf contenant du cheval, le ministre délégué à la consommation, Benoît Hamon, a déclaré que «le consommateur a le droit de savoir qui l'a trompé». Certes, il y a eu tromperie, et il est normal que les hommes politiques s'efforcent de redresser la situation. Mais il n'y a aucun risque sanitaire, contrairement au cas de la viande halal, pour laquelle il y a aussi tromperie quand ce mode d'abattage n'est pas indiqué. Beaucoup de consommateurs ne seraient pas d'accord pour consommer ces produits, s'ils savaient quelle souffrance ils entraînent pour les animaux, outre les risques sanitaires qu'ils comportent.

Avec le MNR, demandons la traçabilité des produits alimentaires, y compris le mode d'abattage des animaux pour la viande.

27 mars 2013 **Manifestation contre le mariage homosexuel : pourquoi cette violence des forces de l'ordre ?**

La manifestation du 24 mars 2013 contre le mariage homosexuel (avec ses conséquences sur l'adoption, la PMA, la GPA) a été un immense succès, et une très grande réussite d'organisation.

Le MNR regrette que les forces de l'ordre se soient livrées à des actions violentes contre des manifestants pacifiques (y compris des familles avec enfants). Quelle est la crédibilité d'un pouvoir qui utilise ainsi la force pour faire valoir ses projets ?



N° 72 Avril 2013
Directeur de la publication : B. Brès
Périodicité : trimestriel
Rédaction : 15, rue de Cronstadt - 75015 Paris
Date de la parution : Avril 2013
Commission paritaire : N° 0512P11309
Éditeur : MNR - Imprimeur : PFO
RCS Paris B 440 654 069

La vie quotidienne mise au pas

La crise du politique, on le voit aujourd'hui de façon spectaculaire, c'est la corruption qui sévit au plus haut niveau, c'est aussi l'impuissance des dirigeants à résoudre le moindre problème. Mais cette crise a aussi une troisième dimension dont on parle moins ou plutôt dont on ne parle pas du tout. Elle relève de pratiques qui concernent pourtant tous les Français dans leurs activités personnelles et privées. Pratiques qui se développent de façon sournoise et insidieuse mais avec des moyens considérables puisque, dans ce domaine, l'Etat et les médias ne font qu'un pour agir conjointement, chacun avec sa spécificité : la contrainte et la sanction d'une part, l'influence et la propagande de l'autre.

Cette nouvelle dégénérescence du politique est celle qui conduit les responsables étatiques et médiatiques à s'investir dans un domaine qui n'est pas le leur mais où hélas ils ont encore du pouvoir : la vie quotidienne des Français. Il s'agit d'une évolution qui voit le pouvoir, impuissant à remplir son rôle pour le pays, s'en prendre aux Français dont il veut régenter la vie de tous les jours. Il y a là un paradoxe étonnant : le pouvoir ne s'occupe plus de la marche du pays, il s'occupe des affaires personnelles des citoyens. A défaut de préserver l'identité nationale, de renforcer la puissance du pays, de réunir les conditions de la prospérité et de faire rayonner la France, le pouvoir prétend dire aux Français comment ils doivent conduire leur existence, et même leur imposer par des incitations ou des sanctions la conduite qu'il estime la bonne. Et dans cette entreprise de mise en tutelle des Français il est puissamment soutenu par les médias qui mènent parallèlement une propagande incessante.

Régender la vie des Français

Ainsi cherche-t-on à orienter la manière dont nous nous nourrissons. Les campagnes sont nombreuses pour nous inciter à consommer des fruits et des légumes. On nous explique qu'il ne faut pas manger trop sucré, trop salé, trop gras. Sans parler naturellement de l'alcool ni des sodas que l'on va taxer. Et souvent d'ailleurs les conseils changent : le verre de vin quotidien qui était paraît-il sain ne le serait plus.

Mais il ne faut pas non plus fumer. Les prix du tabac augmentent, les proscriptions se multiplient. On parle maintenant d'interdire la cigarette dans les squares, et demain dans la rue. Avant sans doute de passer à la prohibition totale.

En matière routière, il en va de même. La propagande est permanente et les sanctions pleuvent. Radars et caméras se multiplient. La vitesse est réduite toujours davantage. On parle de passer de 50km/h à 30 km/h dans les villes. Les espaces pour la circulation des véhicules et leur stationnement sont sans cesse réduits. On nous explique qu'il faut prendre les transports en commun et que la voiture c'est mal.

Et que dire des comportements qui nous sont dictés en matière écologique ? Là, il y en a tellement que les messages se brouillent. Mais on nous demande pêle-mêle, de trier les ordures, de faire du compost, de prendre des douches plutôt que des bains, de réduire le nombre de douches, d'éteindre les lumières, de baisser la température du chauffage, etc.

Jusque dans l'intimité des couples

Et bien sur il faut aussi surveiller son langage. Tout ce qui n'est pas politiquement correct est proscrit. Si vous déviez, vous pouvez être stigmatisé voire condamné. Sur toutes les questions liées à l'immigration, la mise au pas est déjà totale : personne ne critique plus l'immigration ou les immigrés car le faire serait du racisme, un racisme qui est impitoyablement pourchassé. Mais ce processus est en train de gagner d'autres domaines. Critiquer l'homosexualité est aussi interdit et refuser par exemple le mariage gay n'est à l'évidence pas conforme, même si l'importance des manifestations récentes a fait un peu reculer la pression. Et puis il en va de même pour d'autres sujets comme la question de la place de la femme dans la société. Là aussi le discours est imposé : il faut être pour la parité partout.

D'ailleurs dans ce domaine le pouvoir politique et médiatique est en pleine offensive. Non seulement il faut que les hommes cèdent leur place aux femmes mais il faut qu'ils effectuent la moitié des tâches ménagères. Et l'on voit les institutions de notre pays s'immiscer à l'intérieur des foyers dans l'intimité des couples pour dire comment leur vie doit être organisée à la maison. Le pouvoir envisageant même de changer la loi sur le congé parental pour que les pères y aient davantage recours et puissent ainsi s'occuper autant que les mères des nouveaux-nés.

Et puis il y a l'école où, sous couvert d'éducation, le formatage des futurs citoyens est poussé à l'extrême avec en perspective le refus dans les petites classes de distinguer les sexes : il faudra que les petites filles jouent aux voitures et les petits garçons à la poupée !

Et l'on pourrait multiplier les exemples à l'infini car, plus l'Etat se désengage de ses fonctions régaliennes, plus il envahit la vie privée des citoyens. Désormais c'est l'Etat et les médias qui lui disent ce qu'il doit manger, comment il doit se détendre, comment il doit se déplacer, ce qu'il doit dire, comment il doit se comporter dans son couple.

L'Etat inquisiteur

Cette évolution qui marque la dégénérescence du politique est particulièrement inquiétante car elle se traduit par un recul spectaculaire des libertés concrètes : l'Etat n'est plus protecteur, il devient inquisiteur.

Certes, on objectera que chacun de ces empiètements est légitime, et se justifie par des impératifs de santé publique ou de préservation de l'environnement. Mais quelle que soit l'opinion qu'on peut formuler sur chacune de ces motivations, il n'en demeure pas moins que l'Etat et les médias vont toujours plus loin dans la mise au pas. Comme sous les régimes totalitaires où les restrictions de liberté sont toujours légitimées officiellement par de nobles motivations.

Il y a donc lieu de s'inquiéter de cette évolution sournoise et de commencer à dénoncer les empiètements de plus en plus intolérables du pouvoir politico-médiatique sur notre vie privée.

Bruno Mégret



Quand le mondialisme passe, l'emploi trépassse !

Il y a déjà 15 ans, en mars 1997, la fermeture brutale de l'usine Renault à Vilvoorde en Belgique avait vu se profiler le consensus politique du lobby mondialiste. Depuis, le groupe Général Motors, Ford, Peugeot-Citroën ou Renault ont multiplié les fermetures de sites de fabrication et ce n'est pas terminé, étant donné que sur une centaine d'unités de production automobile en Europe, plus de 40 sont en surcapacité depuis de longs mois.

Pour les élites politiques, il ne s'agit pas de vilipender la fermeture d'une usine, mais bien de stigmatiser hypocritement la manière inélégante, sans référence au monde ouvrier, des patrons de ces marques automobiles, MM Varin, Ghosn & C^o.

N'oublions pas que depuis de très nombreuses années, les chefs d'Etats ou de gouvernements, les Chirac, Dehaene, Prodi, Zapatero, leurs copains de la Commission Européenne et leurs successeurs, ont été les complices d'une politique d'ensemble qui s'est traduit par de larges et drastiques suppressions d'emplois, ainsi que par une atomisation des marchés nationaux au sein d'une conjoncture mondiale toujours plus contraignante. Mais ce que ces valets du Nouvel Ordre Mondial ont réussi à nous cacher pendant des décennies éclate au nez et à la figure des peuples européens maintenant que la crise affecte profondément les familles et les structures de nos économies : le village mondial est une chimère et l'Organisation Mondiale du Commerce (ex-Gatt) l'instrument du bradage de produits de mauvaise qualité vendus à vil prix...dont le résultat est le chômage en Europe !

Semaine après semaine, mois après mois, les travailleurs se rendent compte que «l'Europe du bien-être et de la prospérité», vantée par les charlatans qui nous gouvernent depuis plus de 30 ans, n'est qu'un vaste leurre et bien évidemment que notre avenir et celui de nos enfants sera loin d'être rose. Bien au contraire, ces imbéciles aux commandes s'obstinent à gaspiller les deniers publics dans de fumeuses politiques «sociétales» et de «solidarité» afin de capter le vote de clients/électeurs qui seraient redevables de ces prébendes, pour les maintenir plus tard dans leurs fonctions rémunératrices. Pour ces saltimbanques de la gestion à courte vue, l'austérité ou la rigueur sont des anathèmes, des «provocations», des «insultes» aux travailleurs, bref en d'autres termes, inadéquats et impensables pour redresser la barre des finances publiques mises à mal par leur faute. Pourtant, ce sont quand même ces pourritcards et ces socialauds-humanistes qui ont conduit nos économies au fond du gouffre financier où nous sommes aujourd'hui. Ils ont et ont toujours eu la faculté d'imposer, à temps, des mesures drastiques et certes impopulaires, mais indispensables au redressement des entreprises nationales ou européennes.

Il n'est pas trop tard pour tenir un langage de vérité ni de sauver l'essentiel des structures sociales dans les pays européens, encore faudra-t-il trouver un certain courage politique pour éviter une catastrophe. En effet, peut-on refuser l'austérité pour favoriser la facilité ?

En 1860, Abraham Lincoln déclarait devant le Congrès américain : « Vous ne pouvez pas aider le salarié en anéantissant l'employeur. Vous ne pouvez pas aider le pauvre en ruinant le riche. Vous ne pouvez pas éviter les ennuis en dépensant plus que vous ne gagnez».

Pieter KERSTENS

NON ! Monsieur

Nous étions en 1788 et les Français, les artisans et les commerçants, la classe moyenne de cette époque ont pris conscience qu'il était urgent de faire tomber la bastille fiscale et les atteintes aux libertés. L'année suivante, dans la nuit du 4 août 1789 les privilèges et les impôts féodaux sont abolis. A trois heures du matin l'édifice fiscal s'était écroulé.

L'année 2013 ressemblera-t-elle à l'année 1788 ? L'année 2014 sera-t-elle semblable à l'année 1789 ? La colère du peuple commence à s'organiser et le peuple crie «assez d'augmentation d'impôts, assez de baisse du pouvoir d'achat !»

La France est une grande nation et un grand pays - la cinquième puissance économique du monde. Il est possible de mettre un terme au déclin par une politique courageuse en cessant l'augmentation continue des prélèvements obligatoires et notamment fiscaux à tous les niveaux de son administration. Depuis trente ans vous n'êtes pas le seul dirigeant à penser que la France pouvait dépenser plus que ce qu'elle gagnait en ayant recours à l'emprunt pour ses besoins de trésorerie. Les Français portent, eux aussi, une part de responsabilité dans la recherche d'un Etat tutélaire, toujours plus envahissant et dispendieux, comme si l'Etat était la solution à tous les problèmes auxquels se trouvent confrontés les citoyens et le pays. Cependant la majorité des responsables politiques n'a pas le courage de dire la vérité, alors qu'en France l'Etat n'est pas la solution mais le vrai problème des Français. Un Etat excessif et démesuré, aux mains de politiciens démagogues essentiellement préoccupés de leur réélection par l'octroi de prébendes, la distribution d'aides et subventions multiples, l'assistance au plus grand nombre et une générosité répartie sans contrôle sérieux, se trouve dans l'obligation de dégager

Le président de la République

des ressources et il lui est impossible de réduire ses dépenses d'intervention et de fonctionnement, il est ainsi contraint de s'engager dans la voie de l'endettement.

Monsieur le Président vous ne prenez pas la bonne route et vous n'utilisez pas les bons outils pour redresser la France.

Les impôts sur les entreprises réduisent leur rentabilité et pénalisent l'investissement, la recherche, le développement et, par conséquent, l'emploi. Les prélèvements sur les ménages restreignent le pouvoir d'achat des Français et freinent la consommation et donc la demande auprès des entreprises.

Monsieur le Président, c'est moins de ressources nouvelles que de larges et profondes économies de fonctionnement et d'assistance que la France a aujourd'hui besoin. Avec la réduction des dépenses de fonctionnement il sera possible de soulager les besoins de trésorerie de l'Etat - qui absorbe aujourd'hui 56 % des richesses produites par la nation - et d'alléger les prélèvements obligatoires.

Comment, à défaut de mesures drastiques, la France pourra-t-elle réduire un endettement qui augmente chaque jour à bientôt 1 900 milliards d'euros soit 90% des richesses produites annuellement par la nation - ce qui contraint les Français à déboursier chaque année, rien que pour payer les intérêts de la dette, une somme de près de 50 milliards d'euros, et encore parce qu'en ce moment la France peut bénéficier de taux de crédit particulièrement avantageux... Mais que se passera-t-il si les créanciers prennent peur et que les taux ne se maintiennent pas à ce niveau ?

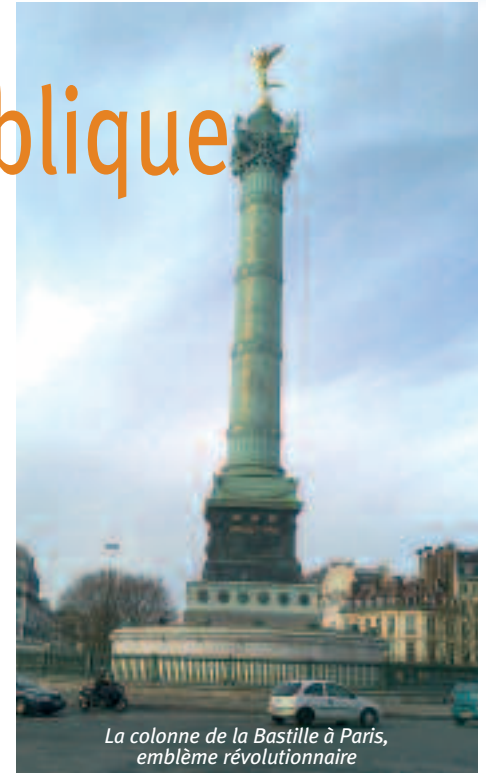
Le peuple n'a plus confiance dans un personnel politique de plus en plus fonctionnarisé, s'arrogeant des privilèges inadmissibles au regard des salaires et retraites servis au peuple. Faute

de montrer l'exemple et de prendre les mesures qui s'imposent les élus vont cristalliser la colère du peuple sur eux, et la colère violente du peuple est toujours dommageable pour la survie de la démocratie.

Vos très hauts fonctionnaires des finances prennent eux-mêmes conscience des dangers qui s'accumulent, et qu'il n'est plus possible de poursuivre une politique dangereuse dans une dérive suicidaire qui conduit le pays à la ruine.

Ce n'est pas de l'alourdissement des prélèvements obligatoires qu'il faut aujourd'hui se préoccuper - la France est déjà la championne de l'Europe en matière de prélèvements obligatoires - mais de l'allègement des charges qui pèsent sur ceux qui produisent les richesses dont la France a besoin pour se développer et pour maintenir et accroître son niveau de vie.

Ce sont les entreprises qui créent les richesses et favorisent l'emploi et ce sont ces richesses qui peuvent ensuite se répartir entre l'Etat, les entreprises et les citoyens. Il faut donc tout mettre en œuvre pour favoriser la création et le développement des entreprises. C'est le rôle de l'Etat de pratiquer une politique à même de créer un environnement favorable à l'entreprise. Cet environnement porte sur les facilités bancaires accordées aux entreprises et sur la fiscalité à laquelle sont soumises les entreprises. Or, celles-ci ne disposent pas de facilités financières inépuisables dans lesquelles les administrations pourraient puiser à volonté au titre des prélèvements fiscaux et sociaux. L'environnement de l'entreprise c'est aussi son environnement culturel qui va de la formation de son personnel à différents niveaux à l'image de l'entreprise au sein de la société. C'est encore l'image et le respect de l'entrepreneur, qu'il soit à la tête d'une très petite entreprise ou d'une entreprise de taille moyenne.



La colonne de la Bastille à Paris, emblème révolutionnaire

L'entrepreneur, c'est celui qui ose, entreprend, prend des risques et s'engage. S'il réussit c'est un plus pour la nation, c'est un patron victorieux et il mérite d'être considéré, et tant mieux s'il s'enrichit !

Vous dites, Monsieur le Président, que vous «n'aimez pas les riches» mais avez-vous réfléchi au train de vie que vous affichez, vous et les vôtres, face à la nation ? Vos paroles sont-elles en adéquation avec vos façons de vous comporter, qui sont celles d'un hyper riche vivant dans un luxe inouï ? Un seul exemple : est-il nécessaire de payer un fonctionnaire pour ouvrir ou fermer la porte de votre voiture ? Ce qui se justifiait autrefois lorsqu'il fallait abaisser le marchepied du carrosse n'est-il pas aujourd'hui superflu ?

Monsieur le Président, il faut changer de cap et de politique et la France, aujourd'hui dévastée, mais riche des potentialités innombrables de son peuple, va retrouver sa vigueur et sa grandeur en évitant de recourir aux événements du 18ème siècle.

Pierre FORESTIER
Secrétaire Général du CIDUNATI
Administrateur du R.S.I.

Le samedi
2 février 2013,
Galette des rois
à Paris avec notre
président, dans
une ambiance
chaleureuse



A Villefranche-sur-Saône, réunion avec notre secrétaire général Hubert Savon

Le 17 Janvier 2013 s'est tenu à Villefranche sur Saône une réunion d'information a laquelle assistaient les militants et cadres du Rhône, de l'Ain, de la Loire et de l'Isère. Hubert SAVON a été chaleureusement reçu. Après un tour de table évoquant la situation politique nationale et internationale, H. Savon a donné l'orientation que va suivre le MNR pour cette année et la suivante, particulièrement

pour les élections municipales de 2014. Les militants et cadres présents lui ont demandé de transmettre à Bruno MEGRET leur entière confiance et leur soutien indéfectible. Un déjeuner amical a suivi cette réunion ce qui a permis de continuer un échange de points de vues du plus grand intérêt. Rendez-vous a été pris pour une nouvelle réunion au cours du 2ème semestre.

Dimanche 24 mars 2013, contre la dénaturation du mariage



L'affluence était énorme ce dimanche à Paris aux abords de l'Etoile (1,4 million de personnes) pour protester contre le projet de loi sur le mariage homosexuel et ses éventuelles conséquences inquiétantes : adoption, PMA, GPA. Il faut signaler, face au silence de la presse, la diversité des interventions à la tribune : catholi-

ques, protestants, musulmans, UMP, socialistes, homosexuels assumés, et jusqu'à un représentant de l'extrême-gauche... Malgré l'attitude tout-à-fait pacifique des manifestants, il faut déplorer les violences auxquelles se sont livrées les forces de l'ordre aux abords de la place de l'Etoile. Manifestement, le pouvoir a beaucoup

de mal à reconnaître que son projet de loi suscite une forte opposition d'une grande partie de la population... Depuis, d'autres manifestations ont eu lieu, aux abords du Sénat (où le projet a été adopté à mains levées) et de l'Assemblée Nationale (le texte passe en deuxième lecture, à un rythme accéléré) : le pouvoir semble sourd...

Samedi 6 avril 2013, Forum du politique au Plessis-Belleville

Le Forum du politique, qui existe depuis plusieurs années reçoit, à égalité, divers partis politiques (tous sont invités, mais tous ne répondent pas...). Comme les années précédentes, le MNR était présent, avec Francis Bocquillet et Roland Curtet, qui ont participé à deux tables rondes.

A la suite de ce forum, Francis Bocquillet a présenté le MNR et son programme sur RVM (Radio Valois Multien).